UNE MISE À JOUR DE LA DÉMOCRATIE EN EUROPE

Pour favoriser l'action participative, la politique européenne doit changer:

- Transférer le pouvoir décisionnel de la commission européenne (exécutif) au parlement européen (législatif).
- Eliminer les barrières à une participation politique.
 - Réduire le nombre de signatures nécessaires pour l'instruction des initiatives populaires et la formation de nouveaux partis.

LA TRANSPARENCE EN EUROPE

Les bases pour la prise de décision politique en Europe doivent être tracables.

- Divulguer l'influence des groupes de pression et des lobbys.
- Installer une protection des lanceurs d'alerte: instaurer une protection globale et légale des personnes qui, entre autres, découvrent des cas de corruption, de délits d'initiés, de violations des droits de l'homme et de la femme, et des violations de la morale et de l'éthique.
- ① Diffuser publiquement tous les contrats et avantages concernant la vie publique.

LA VIE PRIVÉE DES CITOYENS

Nos droits et libertés doivent être préservés et l'arsenal juridique pour ce faire doit être garanti. Le règlement sur la protection des données de l'UE doit renforcer les droits des citoyens dans tous les pays européens, de sorte qu'un accès direct soit assuré (sans passer par des datacenter en irlande ou ailleurs).

Flyer in these languages available:



INDUSTRIE

- Des normes strictes pour tous les systèmes industriels qui traitent des données automatisées.
- La divulgation du code source de ces normes.
- Contrôle de la qualité par les experts du même domaine.

POLITIQUE DE RÉSEAU

L'accès libre et égal à l'internet aujourd'hui est une condition préalable à la participation dans la société.

- Inclure le droit de recevoir la «participation numérique» dans la Charte européenne des droits fondamentaux.
- Promouvoir l'expansion des services à large bande dans toute l'UE.
- Garantir la non-discrimination, l'accès anonyme dans toute l'UE en introduisant la neutralité du net (comme un droit de l'UE).

POLITIQUE DES RÉFUGIÉS

Nous condamnons toutes les méthodes pour orienter la politique du droit d'asile et du droit des réfugiés, comme un appareil répressif d'enquête et de contrôle.

La Politique Européenne de voisinage devrait conduire à une amélioration durable des conditions de vie et à une promotion des droits de l'homme dans tous les pays partenaires.

DROIT D'AUTEUR

Nous voulons un droit d'auteur équitable et équilibré, qui soit basé sur les intérêts de la société dans son ensemble. L'accès à l'information, la connaissance et de la culture doit être facilitée.

- Copie gratuite, l'utilisation et le déploiement de l'art et de la littérature à des fins non-commerciales doit être protégé.
- Les droits de monopole doivent être limités à un montant raisonnable.
- Les barrières nationales pour les biens culturels dans le marché unique européen doivent être abolies.

UN COEUR POUR L'EUROPE

Les objectifs communs de tous les pirates européens. Sur un dépliant.

Pour une Europe sans barrières. Illimité.



EUROPE POUR VOUS!

LE COMMERCE DES DONNÉES

- Aucun échange possible de données personnelles dans et à l'extérieur de l'Union Européenne sans suspicion légitime. (Safeharbor)
- Aucun transfert de données bancaires ou d'information passager.
- Pas de collecte de données de frontière Eurosur.
- Pas de remise de données personnelles vers des pays sans protection effective des droits fondamentaux.

TÉLÉSURVEILLANCE

- Interdiction d'identifications personnelles aveugles dans les espaces publics sans suspicion criminelle en particulier dans le cadre de manifestations.
- Interdiction de la surveillance de masse et la conservation des données.
- Surveillance permise seulement avec une ordonnance du tribunal (et sous contrôle judiciaire)
- Moins de caméras de surveillance plus d'efficacité des forces de police existantes.
- Pas de capture et de stockage des données biométriques des citoyens innocents.

Nous appelons à un moratoire sur les plans de surveillance, et exigeons un droit fondamental de base.

L'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) examine toutes les prises de contact avec l'union sur les programmes de sécurité actuels et futurs et doit donc être équipé avec toute la puissance correspondante.

- Moratoire sur les nouveaux systèmes de surveillance jusqu'à l'examen systématique et complet par la FRA.
- Arrêter le profilage de personnes (pour la classification dans les catégories de risque) et des méthodes similaires.

LE DROIT DES BREVETS

Le système des brevets existant doit être réformé en profondeur!

Les brevets servent à récompenser les idées en circulation - à ne pas étouffer le marché avec une marée croissante de brevets.

- Pas de brevets en génétique et en biotechnologie.
- Pas de monopole sur les plantes, les graines et les œuvres de la nature.
- Pas de brevets sur les programmes d'ordinateur ou des modèles d'affaires qui permettent la communication au sein de l'union européenne.
- Aucune extension de la protection par brevet de faux changements dans le domaine de la médecine.

L'innovation doit être justement récompensée – ceci est également possible sans droit de monopole!

- Promouvoir l'innovation pharmaceutique par des méthodes alternatives de financement.
- Prévenir les pratiques telles que le paiement des concurrents des titulaires de brevets afin de retarder les génériques.
- Briser le lien direct entre la récompense de la recherche et du prix des médicaments pour assurer un accès pour tous à la médecine

SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE LIBRE

Les données concernant les citoyens, stockées dans le secteur public, doivent être traitées et gérées avec des logiciels libres, les logiciels propriétaires doivent être l'exception.

- L'accès au savoir ne doit pas être limitée par les droits, licences ou les procédures de demande excessive.
- Accès libre et facile aux résultats de la recherche financée par l'État. Le savoir gratuit est important et a besoin de soutien supplémentaire pour un accès sans obstacle à l'éducation.
- Renforcer le développement et la promotion de matériels pédagogiques gratuits.
- Améliorer la numérisation et la publication de documents qui sont stockés dans les bibliothèques publiques et les archives.

LA POLITIQUE COMMERCIALE

Certaines conditions concernant les négociations de l'UE sur les accords commerciaux doivent être remplies:

- Une forte implication du Parlement européen.
- l'accès global à l'information et des audiences publiques.
- Respect pour l'auto détermination et la vie privée des citoyens.
- Prendre les intérêts des petites et moyennes entreprises en compte.

Nous, pirates, travaillons pour une Europe unie, où toute personne sera traitée avec justice et équité. Cette approche repose sur une meilleure démocratie, plus de participation citoyenne, un internet libre aux communications libres, et une lutte contre les violations des droits de l'Homme.

POUR UNE EUROPE SANS BARRIÈRES!

